

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU BUREAU
SEANCE DU 14/03/2024

1.2 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE REPERAGE AVANT TRAVAUX DE MATERIAUX AMIANTES ET REALISATION DE DIAGNOSTICS GAZ ET ELECTRICITE

Il est proposé au Bureau d'Habitat 70 de délibérer sur le renouvellement de l'accord cadre à bons de commande « repérage avant travaux de matériaux amiantés et réalisation de diagnostics gaz et électricité ».

Cette démarche s'inscrit dans la continuité du marché en cours qui s'achèvera au 30/09/24.

Contexte et objectifs de cet accord cadre :

1° - Repérage amiante avant travaux :

Tous les logements dont le permis de construire a été déposé avant le 01/07/1997 doivent faire l'objet d'un repérage amiante avant travaux dans le cas où une intervention est prévue.

Le périmètre de l'investigation doit porter sur les matériaux concernés par l'intervention prévue.

Par ailleurs, tout logement d'un bâtiment d'habitation collectif doit faire l'objet d'un DAPP (Diagnostic Amiante des parties Privatives) depuis 2012.

L'amiante n'est ici recherchée que dans certains éléments de la construction (calorifugeage, flocages, faux plafonds).

L'organisme réalise ces diagnostics de la manière suivante :

- Repérages à la relocation :

L'organisme a pris le parti en 2014 de réaliser le repérage amiante avant travaux de manière systématique, lorsqu'un logement se libère et pour toutes les interventions susceptibles d'intervenir dans la vie du logement.

Ce diagnostic est réalisé une seule fois, sans limite de validité.

Cette démarche a le mérite de donner une vision exhaustive de la présence d'amiante dans chaque logement de notre patrimoine, et de ne payer qu'une seule fois par logement le déplacement du diagnostiqueur et les frais généraux associés.

A ce jour, 85% du parc concerné a été traité (soit 7500 logements sur les 8800 concernés par l'obligation)

Les Diagnostics Amiante des Parties Privatives (DAPP), obligatoires selon le code de la santé publique, sont réalisés en même temps pour chaque logement des bâtiments collectifs.

- Repérages avant les travaux de réhabilitations ou de démolitions

De la même manière, un repérage amiante avant travaux doit être effectué pour tout logement construit avant 1997, pour les opérations globales de réhabilitations ou les démolitions.

Dans le cas où les repérages effectués à la relocation ne suffiraient pas (interventions complémentaires nécessaires dans les parties communes ou sur le clos-couvert), l'accord cadre pourra être utilisé afin de se dispenser des délais et des aléas économiques qu'impliquent des consultations pour chaque opération.

Contenu du marché :

Le marché décrit les prestations attendues en termes de prix, de délais et de rendu des rapports qui sont ensuite intégrés dans notre outil de gestion.

Les prix sont définis par typologie de logements, par type d'analyse des échantillons prélevés et sont fixes pendant toute la durée du marché (révision annuelle).

2° - Diagnostics gaz et électricité :

La loi ALUR a introduit l'exigence d'un diagnostic des installations intérieures électriques (pour tous les logements de plus de 15 ans) et des installations intérieures gaz (pour tous les logements de plus de 15 ans contenant une installation gaz).

Ils doivent être réalisés préalablement à toute location s'ils n'ont pas encore été faits pour le logement en question ou si sa date de validité est dépassée (validité : 6 ans pour la location)

Ces diagnostics sont réalisés systématiquement à chaque relocation si nécessaire.

Contenu du marché :

Le marché décrit les prestations attendues en termes de prix de délais et de rendu des rapports qui sont ensuite intégrés dans notre outil de gestion.

Les prix sont définis par typologie de logements, sont fixes pendant toute la durée du marché (révision annuelle).

Ces diagnostics sont regroupés dans un seul marché afin de limiter le nombre d'interventions dans le logement (et limiter les coûts du déplacement et réduire les délais).

Cet accord-cadre à bons de commande sera établi avec un montant annuel minimum de 150 000 euros et un montant annuel maximum de 600 000 euros pour une durée de 3 ans, avec une tacite reconduction de 1 an.

Compte tenu de la nature du besoin (diagnostics), il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Compte tenu de l'estimation annuelle, de la durée et de la réglementation du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, la procédure est de type appel d'offres ouvert.

Le Bureau d'Habitat 70 à l'unanimité autorise son Directeur général à signer tous documents et pièces nécessaires à l'établissement et à la passation de l'accord-cadre à bons de commande pour le repérage avant travaux de matériaux amiantés et la réalisation de diagnostics relatifs à l'état des installations intérieures de gaz et d'électricité.

Pour extrait certifié conforme
Fait à Vesoul, le 15/03/2024
Le Directeur général
Olivier ROSAT



4